# Le rapport Durham sur la supposée collusion Trump-Russie a été publié



[Source : infotrad.fr]

Article original datant du 15/05/23 par Techno Fog : The Durham Report

## Une analyse rapide

L'enquête du conseiller spécial John Durham – une enquête sur la corruption du gouvernement, les mensonges aux tribunaux secrets, la militarisation de l'appareil de renseignement américain, la tentative du FBI de faire tomber un président en exercice – a pris fin.

Le rapport Durham a été publié.

Voici quelques-unes de ses principales conclusions :

- "Le FBI a écarté ou volontairement ignoré des informations matérielles qui ne soutenaient pas le récit d'une relation collusoire entre Trump et la Russie."
- L'enquête Crossfire Hurricane "a été ouverte comme une enquête complète sans que [le FBI] n'ait jamais parlé aux personnes qui ont fourni ces informations." Quelques jours après l'ouverture de l'enquête, Peter Strzok déclarait à un employé londonien du FBI qu'il n'y avait rien à faire.
- Les communications internes du FBI concernant *Crossfire Hurricane* à ses débuts : c'est "maigre" et "ça craint".
- Les services de renseignement britanniques ont repoussé les demandes d'assistance de Mueller : "[un membre des services de renseignement britanniques] a dit en gros qu'il n'y avait pas moyen de le faire".
- Durham documente DEUX enquêtes sur Hillary Clinton – l'une portant sur la Fondation Clinton et l'autre sur des contributions étrangères illégales à la campagne de Clinton.
- Dans l'une des enquêtes sur la campagne Clinton, une source humaine confidentielle du FBI (SHC) avait proposé une contribution étrangère illégale à la campagne par le biais d'un intermédiaire. La campagne Clinton était "d'accord" et "parfaitement au courant". Le SHC a offert au FBI une copie de la facture de la carte de crédit ; le FBI n'a jamais reçu de reçus. En fait, l'agent de traitement du FBI a dit au SHC "de rester à l'écart de tous les événements liés à la campagne de Clinton".

When interviewed by the Office about this contribution, one of CHS-A's FBI handlers could not explain why this apparent illegal contribution was not documented in FBI records.[350] Although the handling agent at the time asked CHS-A about the payment,[351] there is no indication that the agent documented the contribution in the CHS's source file.[352] Moreover, despite the CHS telling the handling agent that the CHS was going to Insider-1's house "after the event to update [him/her]," [353] there was no follow up by the handling agent to document that in the source file.[354] In fact, the handling agent subsequently told the CHS to stay away from all events relating to Clinton's campaign.[355]

> Interrogé par le Bureau au sujet de cette contribution, l'un des responsables de la SHC au sein du FBI n'a pas pu expliquer pourquoi cette contribution apparemment illégale n'était pas consignée dans les dossiers du FBI. Bien que l'agent traitant de l'époque ait interrogé la SHC sur le paiement, rien n'indique que l'agent ait documenté la contribution dans le dossier source du SHC. De plus, bien que la SHC ait dit à l'agent de traitement qu'il se rendrait chez l'initié 1 "après l'événement pour le mettre à jour", l'agent de traitement n'a pas fait de suivi pour documenter cela dans le dossier source. dans le fichier source. En fait, l'agent traitant a ensuite demandé au SHC de se tenir à l'écart de tous les événements liés à la campagne de Clinton.

- En février 2016, le directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe □□, a ordonné l'arrêt de l'enquête sur la Fondation Clinton □□. Il est revenu sur cette décision après avoir reçu des critiques, mais McCabe s'est assuré que son approbation était requise pour toute nouvelle étape de l'enquête.
- Le bureau local de New York a été appelé au nom du directeur du FBI, M. (James) Comey □□, et informé qu'il devait "cesser et se désister" de l'enquête sur la Fondation Clinton.
- Le FBI et le Département de la Justice ont restreint ces deux enquêtes sur Clinton, en veillant à ce que "pratiquement aucune activité d'enquête n'ait lieu pendant les mois précédant l'élection". En comparaison, le FBI a ouvert une enquête approfondie sur la campagne Trump sur la base de "renseignements" non vérifiés.
- La CIA avait une connaissance directe du plan Clinton ("Clinton Plan") visant à vilipender Trump en le liant à Poutine et à la Russie. Le 3 août 2016, le directeur de la CIA John Brennon □□ a rencontré le président Obama, le vice-président Biden et d'autres hauts responsables de l'administration, y compris, mais sans s'y limiter, le procureur général Loretta Lynch □□ et le directeur du FBI James Comey. Lors de cette réunion, Brennan les a informés du plan Clinton :

*ii. White House briefing*

On August 3, 2016, within days of receiving the Clinton Plan intelligence, Director Brennan met with the President, Vice President and other senior Administration officials, including but not limited to the Attorney General (who participated remotely) and the FBI Director, in the White House Situation Room to discuss Russian election interference efforts.[406] According to Brennan's handwritten notes and his recollections from the meeting, he briefed on relevant intelligence known to date on Russian election interference, including the Clinton Plan intelligence.[407] Specifically, Director Brennan's declassified handwritten notes reflect that he briefed the meeting's participants regarding the "alleged approval by Hillary Clinton on 26 July of a proposal from one of her [campaign] advisors to vilify Donald Trump by stirring up a scandal claiming interference by the Russian security services."[408]

> II. Briefing de la Maison Blanche
>
> Le 3 août 2016, dans les jours qui ont suivi la réception des renseignements sur le plan Clinton, le directeur Brennan a rencontré le président, le vice-président et d'autres hauts responsables de l'administration, y compris, mais sans s'y limiter, le procureur général (qui a participé à distance) et le FBI, y compris, mais sans s'y limiter, le procureur général (qui a participé à distance) et le directeur du FBI, dans la salle de situation de la Maison Blanche pour discuter des efforts d'ingérence électorale de la Russie. D'après les notes manuscrites de Brennan et ses souvenirs de la réunion, il a présenté les éléments suivants les renseignements pertinents connus à ce jour sur l'ingérence électorale russe, y compris les renseignements sur le plan Clinton". Plus précisément, les notes manuscrites déclassifiées du directeur Brennan indiquent qu'il a informé les participants à la réunion de "l'approbation présumée par Hillary Clinton, le 26 juillet d'une proposition de l'un de ses conseillers [de campagne] visant à vilipender Donald Trump en provoquant un scandale de l'ingérence des services de sécurité russes".

- En septembre 2016, la CIA a transmis au FBI ces informations sur le plan Clinton visant à lier Trump et la Russie :

*iv. CIA referral and dissemination*

Five days later, on September 7, 2016, the CIA completed its *Referral Memo* in response to an FBI request for relevant information reviewed by the Fusion Cell.[417] The CIA addressed the *Referral Memo* to the FBI Director and to the attention of Deputy Assistant Director Peter Strzok. The *Referral Memo*, which mentioned the Clinton Plan intelligence, stated, in part:

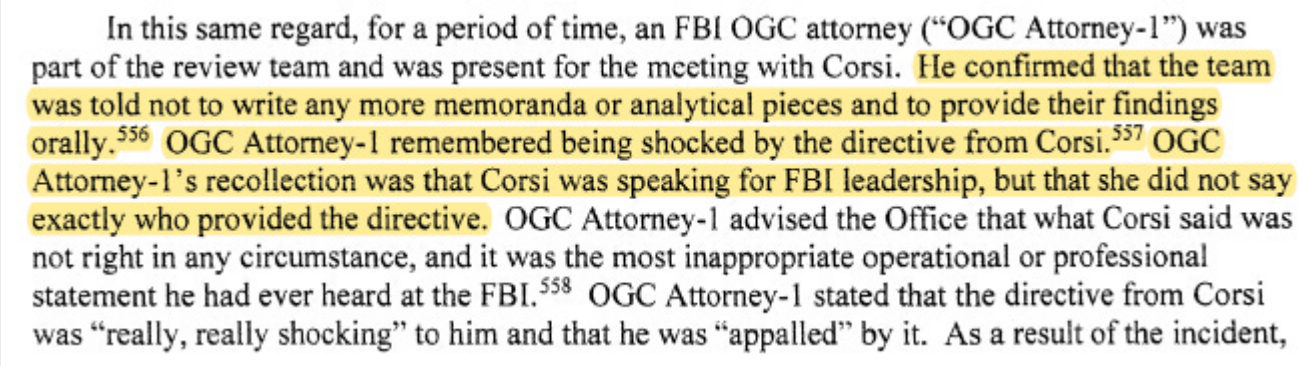
> Per FBI verbal request, CIA provides the below examples of information the CROSSFIRE HURRICANE fusion cell has gleaned to date [Source revealing information redacted]:
>
> [] An exchange . . . discussing US presidential candidate Hillary Clinton's approval of a plan concerning US presidential candidate Donald Trump and Russian hackers hampering US elections as a means of distracting the public from her use of a private email server. According to open sources, Guccifer 2.0 is an individual or group of hackers whom US officials believe is tied to Russian intelligence services. Also, per open sources, Guccifer 2.0 claimed credit for hacking the Democratic National Committee (DNC) this year.[418]

> iv. Saisine et diffusion de la CIA
>
> Cinq jours plus tard, le 7 septembre 2016, la CIA a rédigé sa note de renvoi en réponse à une demande du FBI concernant des informations pertinentes examinées par la cellule de Fusion. La CIA a adressé le mémo en question au directeur du FBI et à l'attention du directeur adjoint Peter Strzok. Strzok. La note de renvoi, qui mentionne les renseignements relatifs au plan Clinton, indique notamment ce qui suit :
>
> Conformément à la demande verbale du FBI, la CIA fournit les exemples d'informations ci-dessous. cellule de fusion CROSSFIRE HURRICANE a glané à ce jour [Source révélant des informations caviardées] :
>
> Un échange […] portant sur l'approbation par la candidate à la présidence des États-Unis Hillary Clinton d'un plan concernant le candidat à la présidence des États-Unis Donald Trump et les pirates informatiques russes qui entravent les élections américaines afin de détourner l'attention du public de son utilisation d'un serveur de courrier électronique privé. Selon des sources ouvertes, Guccifer 2.0 est un individu ou un groupe de pirates informatiques dont les autorités américaines pensent qu'il est lié aux services de renseignement russes. Toujours selon les sources ouvertes, Guccifer 2.0 a revendiqué le piratage du Comité National Démocrate (DNC) cette année.

- D'une manière ou d'une autre, le FBI n'a rien fait pour vérifier ou enquêter sur le plan Clinton – même s'il utilisait des parties du plan Clinton (les rapports Steele) – pour enquêter sur la campagne Trump. Durham écrit : "Aucun membre du personnel du FBI interrogé par le Bureau ne s'est souvenu que le personnel de Crossfire Hurricane avait pris des mesures pour vérifier les renseignements du plan Clinton."
- En fait, c'est comme si le mémo de la CIA sur le plan Clinton était en

quelque sorte enterré au sein du FBI. La plupart des membres de Crossfire Hurricane “n’avaient jamais vu les renseignements auparavant”. Et, comme nous l’avons déjà dit, ils n’ont jamais été divulgués à la Foreign Intelligence Surveillance Court (FISA□□), en violation des règles locales de cette juridiction.

- Le directeur du FBI, James Comey, s’intéressait de près à l’enquête Crossfire Hurricane et l’a microgérée, exigeant le mandat FISA de Carter Page et disant au directeur adjoint Andrew McCabe : “Où est la FISA, où est la FISA ?”
- Le FBI savait, relativement tôt, que les mandats FISA pour Carter Page étaient douteux. Cette connaissance du FBI n’a fait que s’intensifier en 2018, lorsque les analystes du FBI ont discuté de la façon dont “les sous-sources de Steele pourraient avoir été compromises par les Russes”. Ils allaient préparer leurs conclusions dans un mémorandum. La directrice adjointe adjointe du FBI pour le contre-espionnage, Dina Corsi, a rencontré l’équipe d’examen et lui a demandé de ne pas documenter de recommandations, de contexte ou d’analyse dans le mémorandum qu’elle préparait.” Un avocat du FBI était présent à cette réunion. “Il a confirmé qu’il avait été demandé à l’équipe de ne plus rédiger de mémorandums ou de documents analytiques et de présenter ses conclusions oralement. Les demandes de Corsi, selon un avocat du FBI, étaient “la déclaration opérationnelle ou professionnelle la plus inappropriée qu’il ait jamais entendue au FBI”.



In this same regard, for a period of time, an FBI OGC attorney (“OGC Attorney-1”) was part of the review team and was present for the meeting with Corsi. He confirmed that the team was told not to write any more memoranda or analytical pieces and to provide their findings orally.[556] OGC Attorney-1 remembered being shocked by the directive from Corsi.[557] OGC Attorney-1’s recollection was that Corsi was speaking for FBI leadership, but that she did not say exactly who provided the directive. OGC Attorney-1 advised the Office that what Corsi said was not right in any circumstance, and it was the most inappropriate operational or professional statement he had ever heard at the FBI.[558] OGC Attorney-1 stated that the directive from Corsi was “really, really shocking” to him and that he was “appalled” by it. As a result of the incident,

> A cet égard, pendant un certain temps, un avocat de FB{ OGC (“OGC Attorney-1”) a fait partie de l’équipe de révision et était présent lors de la réunion avec Corsi. Il a confirmé qu’il avait été demandé à l’équipe de ne plus rédiger de mémorandums ou de documents analytiques et de communiquer leurs conclusions oralement. L’avocate de l’OGC-1 s’est rappelé avoir été choqué par la directive de Corsi. Elle se souvient que Corsi parlait au nom de la direction du FBI, mais qu’elle n’a pas précisé qui avait donné la directive. L’avocate de l’OGC-1 a informé le Bureau que les propos de Corsi étaient que ce que Corsi avait dit n’était en aucun cas correct et qu’il s’agissait de la déclaration opérationnelle ou professionnelle la plus inappropriée qu’elle ait jamais entendue au sein du FBI. L’avocate de l’OGC-1 a déclaré que la directive de Corsi était “vraiment, vraiment choquante” poure elle et qu’elle en était

> “consternée”. Suite à cet incident,

- Igor Danchenko, la principale sous-source de Steele accusée (et acquittée) d’avoir menti au FBI, a été payé 220 000 dollars par le FBI en tant que source humaine confidentielle. Cette somme a été versée alors que le FBI savait que Danchenko lui avait menti. Au cours de l’enquête, Durham a appris que “le FBI proposait de continuer à verser des paiements à Danchenko, pour un montant total de plus de 300 000 dollars, pendant que [Durham] enquêtait activement sur cette affaire”. Le FBI cherchait en fait à influencer un témoin clé qui serait plus tard inculpé au pénal.
- Les raisons pour lesquelles le FBI a payé Danchenko étaient certainement curieuses. Des entretiens avec le bureau de Durham ont révélé ce qui suit : “Le directeur adjoint exécutif du FBI pour la sécurité nationale a clairement indiqué qu’il n’était même pas en mesure de décrire avec précision la valeur ou les contributions de Danchenko qui justifieraient de le garder ouvert, et encore moins de lui verser des centaines de milliers de dollars.

Nous suivrons cela avec une analyse beaucoup plus approfondie, espérons-le, d’ici demain. Une partie de cette histoire est le problème de l’enquête Durham : le fait que son champ d’application n’incluait pas l’attribution du piratage du Comité National Démocrate.